

**Lurelu**

La seule revue québécoise exclusivement consacrée à la littérature pour la jeunesse



## Le programme *La culture à l'école* : à la recherche des livres perdus

Sonia K. Laflamme

Volume 33, numéro 1, printemps-été 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60900ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Lurelu

ISSN

0705-6567 (imprimé)

1923-2330 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laflamme, S. K. (2010). Le programme *La culture à l'école* : à la recherche des livres perdus. *Lurelu*, 33(1), 103–103.



(photo : Frédéric Gaudreau)

## Le programme *La culture à l'école* : à la recherche des livres perdus

Sonia K. Laflamme

103

Au mois de janvier dernier, les écrivains apprenaient que l'envoi de leurs livres aux écoles qui participaient au programme **La culture à l'école** était suspendu. Les deux ministères impliqués, celui de la Culture et des Communications (MCCCF), de même que celui de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), avaient décrété cette mesure draconienne en raison de la trop grande popularité du programme.

La réaction des écrivains a été vive et spontanée. À la suite de cette annonce, s'en sont suivis un envoi de lettres adressées aux deux ministères ainsi que la création de la page Facebook «Ne touchez pas à notre culture!», qui a récolté plus de 350 adhésions en moins d'une semaine.

Suspendre la distribution des livres ne nuit pas qu'aux redevances des écrivains et aux finances de leurs éditeurs. L'accès aux livres permet aux jeunes d'alimenter leur imaginaire, de mieux connaître les auteurs d'ici et leurs différents univers de création, sans compter qu'il les aide à approfondir leurs connaissances de la langue française. L'accès aux livres permet aux enseignants d'appuyer la matière enseignée en classe, d'outiller leurs élèves et de réinvestir les notions abordées par les conférenciers. Le fait de limiter la distribution des livres dans les écoles les prive d'un matériel pédagogique important, mais risque aussi d'appauvrir davantage les bibliothèques scolaires. Toutes les écoles n'ont pas les mêmes ressources, et il est triste de penser qu'en ce qui concerne la lecture et les livres, les jeunes Québécois n'ont pas tous droit aux mêmes services.

Comment en sommes-nous venus là?

Il y a quelques années, le programme a connu son premier déficit à vie. Afin d'éviter le gel de l'envoi de livres, les deux ministères ont alors décrété une nouvelle mesure : réduire de vingt-huit à vingt le nombre de livres par journée de rencontre. Cette mesure découlait du fait que les écrivains étaient plafonnés à trente-cinq journées de rencontres par an, mais pas les autres artistes. Par souci d'équité, les écrivains ont eu le droit de faire autant de journées que leurs confrères artistes. Cela a occasionné un dépassement de coûts lié à l'achat de livres. On se retrouvait alors devant deux choix : soit geler l'envoi des livres en cours d'année, soit réduire le nombre de livres à vingt. C'est cette dernière option qui a été retenue. Et en janvier dernier, la même question se posait : geler ou couper de nouveau?

Il faut savoir que, chaque année, une centaine d'auteurs font plus d'un millier de journées de rencontres dans les écoles de la province. Les élèves bénéficient de plus de *vingt-mille* livres offerts par l'intermédiaire de **La culture à l'école**.

Sauf que changer les règles en cours de route, cela voulait dire pénaliser les écoles qui avaient planifié la

visite d'écrivains en 2010, alors que celles qui avaient déjà accueilli celle d'auteurs en 2009 avaient reçu tous les livres auxquels elles avaient droit. Cela pénalisait aussi des auteurs qui, pour une raison ou pour une autre, n'avaient pu faire de rencontres plus tôt dans l'année.

Le mois de janvier s'est néanmoins conclu sur une note positive. M<sup>me</sup> Christine St-Pierre, ministre de la Culture et des Communications, consentait une aide additionnelle de 92 000 \$ pour que l'UNEQ reprenne l'acheminement des livres dans les écoles concernées. De plus, elle confirmait que les responsables ministériels du dossier examineraient différentes avenues pour garantir la survie du programme.

Hélas, ces 92 000 \$ ont seulement permis de combler les déficits encourus au cours des dernières années. Si bien qu'au début du mois de mars, il ne restait déjà plus assez d'argent pour garantir l'envoi des vingt livres par journée de rencontre jusqu'à la fin de l'année. Il a donc fallu revoir à la baisse le nombre de livres... et le fixer à neuf !

Qu'arrivera-t-il en septembre prochain? Tous les espoirs sont encore permis, puisqu'on débutera l'année avec un nouveau budget, sans déficit. Le nombre de livres reviendra-t-il à vingt? Personne ne le sait encore.

Le ministère prétend que le programme n'est toujours pas menacé, mais qu'on ne versera pas d'autres sommes cette année. Il faudra néanmoins trouver d'autres solutions que la baisse du nombre de livres, car les demandes en provenance des commissions scolaires, elles, augmentent d'année en année.

Il faut encore savoir que, si le MELS est responsable des cachets des écrivains et que le MCCCF finance l'achat des livres, ce sont les commissions scolaires qui choisissent les projets. Parce qu'elles ont le loisir d'inviter des artistes ou des écrivains (ce qui implique dans ce dernier cas l'achat de livres), cela veut dire qu'un budget fixe ne représente pas la solution idéale au problème. En effet, si pour une année donnée les commissions invitent davantage d'écrivains dans leurs écoles, alors il est assuré que le programme connaîtra un déficit. Le budget total d'achat de livres doit être variable et fluctuer selon les projets qui changent d'une année à l'autre. Pour ce faire, il faut que le MELS, le MCCCF de même que les commissions scolaires se rencontrent, discutent et fassent ensemble cet exercice annuel d'évaluation et de projection des besoins.

Les avenues possibles au règlement définitif du problème doivent donc tenir compte de ce dernier point afin de garantir la pérennité du programme et de son volet «distribution de livres», et ce afin que la situation qui prévalait l'hiver dernier ne se reproduise plus. Un dossier à suivre...